



**HAL**  
open science

## Le challenge du vivre ensemble dans un contexte pluriethnique : le cas du Cameroun

Dieudonne Mbarga

► **To cite this version:**

Dieudonne Mbarga. Le challenge du vivre ensemble dans un contexte pluriethnique : le cas du Cameroun. Revue Française de Science Politique (english - édition anglaise), A paraître. hal-02437401

**HAL Id: hal-02437401**

**<https://hal.science/hal-02437401>**

Submitted on 13 Jan 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Le challenge du vivre ensemble dans un contexte pluriethnique : le cas du Cameroun**

par. Dieudonné MBARGA | Strategic Planning, Policy, Monitoring & Evaluation Analyst.

Doctorant en Gouvernance et Évaluation des Politiques Publiques, *Université de Yaoundé 2 - Cameroun.*

---

## **Le challenge du vivre ensemble dans un contexte pluriethnique : le cas du Cameroun**

### **Résumé :**

Au Cameroun, pays de plus de 250 groupes ethniques, le challenge du vivre-ensemble relève de la gestion des velléités plus ou moins voilés de repli identitaire de différents acteurs sociaux. Dans ce contexte délicat, le repli identitaire est ravivé par le déficit de bonne gouvernance souvent observé ; s'élevant de fait en une entrave à la dynamique d'un développement harmonieux. Se fondant sur cette observation, cet article examine et souligne les enjeux de la gouvernance dans un contexte de pluralité ethnique et culturelle. A travers une analyse sociohistorique, sa finalité consiste à montrer comment le fait de systématiser les préceptes de bonne gouvernance permettrait de porter le caractère pluriculturel et diversifiée d'une société humaine en un atout pour le développement.

**Mots clés :** Challenge, vivre-ensemble, repli identitaire, développement harmonieux, bonne gouvernance

### **Introduction**

Le Cameroun est un pays situé d'Afrique centrale qui a des frontières communes avec six (06) autres Etats<sup>1</sup>. Réputé en tant qu'un îlot de paix, le pays connaît depuis 2016 quelques troubles tant au plan interne que du point de vue de la dynamique de sa coopération internationale.

Sur le plan interne, deux dysfonctionnements sociopolitiques sont à relever notamment : la crise anglophone (2016) et celle postélectorale (depuis octobre 2018).

---

<sup>1</sup> Gabon, Congo, Guinée Equatoriales, République Centrafricaine, Tchad. Voir, Achancho, V. (2013), Revue et analyse des stratégies nationales d'investissements et des politiques agricoles en Afrique du Centre : Cas du Cameroun, Dans : Reconstruire le potentiel alimentaire de l'Afrique de l'Ouest, A. Elbehri (ed.), FAO/FIDA.

La crise anglophone aux racines lointaines provient d'un ensemble de revendications corporatistes et sectorielles de ses populations anglophones<sup>2</sup> dont les hésitations gouvernementales dans leur traitement ont dégénéré en un conflit armé depuis octobre 2016<sup>3</sup>.

Pour leur part, les réclamations postélectorales sont un prolongement de la contestation de la qualité du processus électoral et la légitimité des résultats du scrutin présidentiel du 08 octobre 2018<sup>4</sup> sous l'égide du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC)<sup>5</sup>, parti politique d'opposition.

Les incidences majeures de ces crises s'expriment en une crispation de la coopération bi et multilatérale du Cameroun du fait d'un ensemble de rappels à l'ordre ou de recommandations formulé(e)s par certains de ses partenaires historiques et des institutions du développement international<sup>6</sup> à l'endroit de ses autorités publiques<sup>7</sup>. L'union Européenne (UE), le Conseil de Sécurité et le Congrès Américains ont ainsi respectivement appelés les hautes autorités camerounaises (le Président de la République et le Gouvernement) à s'impliquer dans un dialogue constructif visant à régler la crise anglophone d'une part<sup>8</sup>.

---

<sup>2</sup> Les anglophones représentent environ 20% de populations du Cameroun et vivent majoritairement dans les régions du Nord-ouest et du sud-ouest du pays.

<sup>3</sup> Heungoup, Hans De Marie, Cameroun : le risque d'embrasement de la crise anglophone inquiète les francophones, | 08 septembre 2017 à 17h09 |, *Jeune Afrique*

<sup>4</sup> Cette contestation s'exprime par la mise en exergue d'un Plan National de Résistance dénommé « Non aux Hold Up électoral » lequel consiste en l'organisation de marches pacifiques de contestation dont l'activisme va au-delà des frontières du Cameroun ce qui porte les manifestations de ces crises ou dysfonctionnement sociopolitique sur la scène internationale.

Les effets ou manifestations des crises ou dysfonctionnements sus relevés, au niveau international, portés, animés et/ou relayés par l'activisme d'une diaspora camerounaise en France, Suisse, Allemagne, Angleterre, Belgique et aux USA avec quelques dérapages et des incidences sur la dynamique de la coopération internationale du Cameroun. Voir, Pétition · Non au Hold-Up Electoral au Cameroun, <https://www.change.org/p/union-africaine-non-au-hold-up-electoral-au-cameroun>, c. le 01/09/2019.

<sup>5</sup> Le MRC est un parti d'opposition dont le candidat Maurice Kamto est arrivé deuxième avec 14,23 % des suffrages exprimés lors de la dernière élection présidentielle du 07 octobre 2018 au Cameroun.

<sup>6</sup> Tel que l'ONU, le Conseil de Sécurité de l'ONU, la Grande Bretagne, le Congrès américains.

<sup>7</sup> Sandra Andeme (2019), Pétition pour que Paul Biya soit déclaré persona non grata à Genève et en Suisse : Déjà 11.775 signatures, <http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-38092.html>, c. le 30 juillet 2019.

<sup>8</sup> *Crise anglophone au Cameroun : L'Union européenne réitère son appel pour un dialogue sincère et constructif. Déclaration du Porte-parole sur la situation dans les régions anglophones du Nord-Ouest et Sud-Ouest du Cameroun*, 07/02/2018 - 13:22. News stories. Déclaration, <https://eeas.europa.eu/delegations/cameroon/39481/crise-anglophone-au-cameroun-lunion-europ%C3%A9enne-r%C3%A9it%C3%A8re-son-appel-pour-un-dialogue-sinc%C3%A8re-et-de>, c. le 09/08/2019.

Globalement, ces crises dérivent en une renaissance du repli identitaire (tribalisme) au sein de l'espace public camerounais (discours politique/publique, les réseaux sociaux et les actes quotidiens des citoyens)<sup>9</sup>.

Le repli identitaire est une notion qui ne peut se comprendre qu'en lien avec celle de tribalité et de tribalisme relativement aux éclaircissements du sociologue camerounais Claude Abé. Il souligne que : « *Il faut distinguer la tribalité du tribalisme. La tribalité est un lien que des individus appartenant à une même communauté ou à un même référentiel identitaire entretiennent entre eux dans l'optique d'articuler leur identité culturelle. Cependant, il peut arriver que cette identification à un référent communautaire, glisse vers le communautarisme. Et l'un des visages du communautarisme se trouve être le tribalisme. Ce dernier est une forme d'exacerbation de la tribalité qui prend les contours d'un repli identitaire. Le repli identitaire ici renvoie à une survalorisation de son appartenance tribale, avec un rejet de l'altérité, de tout ce qui est différent de l'en-groupe (entre groupe) auquel on appartient.*<sup>10</sup> ». Le repli identitaire se présente ainsi comme une pesanteur à la dynamique d'un développement harmonieux et une négation de « la diversité culturelle » telle qu'appréhendue par l'UNESCO<sup>11</sup>.

Selon l'UNESCO en effet : « *la diversité culturelle renvoie à la multiplicité des formes d'expression des cultures des groupes et des sociétés. (...) se manifeste non seulement dans les nombreuses formes à travers lesquelles le patrimoine culturel de l'humanité est exprimé, enrichi et transmis, mais aussi à travers divers modes de création, de production, de diffusion, de distribution et de jouissance artistiques, quels que soient les technologies et les moyens utilisés*<sup>12</sup> ». La culture se définit comme : « *un ensemble complexe qui inclut savoirs, croyances, arts, positions morales, droits, coutumes et toutes autres capacités et habitudes acquis par un être humain en tant que membre d'une société*<sup>13</sup> ». La multiethnicité

---

<sup>9</sup> Anicet Simo (2019), Montée du tribalisme: «le Cameroun est aujourd'hui au bord de la guerre civile», <https://fr.sputniknews.com/international/201902071039942327-montee-tribalisme-cameroun-guerre-civile/>, c. le 02/09/2019.

<sup>10</sup> Thierry Christophe Yamb, Pr Claude Abé : «Au Cameroun, le tribalisme dans la religion est une reproduction du champ politique» :: CAMEROON, *Repères* : Interview Menée jeudi 10 août 2017, <http://www.camer.be/61991/30:27/pr-claude-abe-au-cameroun-le-tribalisme-dans-la-religion-est-une-reproduction-du-champ-politique-cameroun.html>, c. le 05/09/2019.

<sup>11</sup> UNESCO est l'acronyme de ....

<sup>12</sup> Diversité culturelle, UNESCO, Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, 2005., <http://uis.unesco.org/fr/glossary-term/diversite-culturelle>, c. le 05/08/2019.

<sup>13</sup> Voir, Tylor, E. in Seymour-Smith, C. (1986) Macmillan Dictionary of Anthropology. The Macmillan Press LTD. Cité par l'Unesco, <http://www.unesco.org/new/fr/social-and-human-sciences/themes/international-migration/glossary/cultural-diversity/>.

Les concepts suivant sont d'un intérêt pour la compréhension du propos de cette contribution :

se présente ainsi en tant qu'une manifestation de la diversité culturelle que le repli identitaire dénigre.

La renaissance et l'expansion du repli identitaire font peser des risques de génocide ou de guerre civile de nature à paralyser la dynamique de l'unité nationale, l'épanouissement des populations et le développement harmonieux du Cameroun<sup>14</sup>.

C'est eu égard à de tels risques au sein d'un contexte qui met en présence un peu plus de 250 groupes ethniques<sup>15</sup> que la présente analyse se penche sur la problématique de la gouvernance de la diversité culturelle et la consolidation de l'unité nationale au Cameroun. Cette problématique est conçue sur un double questionnement : Pour quelles raisons la diversité culturelle reste vectrice d'un repli identitaire préjudiciable à la dynamique d'un développement harmonieux des Etats africains à l'instar du Cameroun ? Comment transmuter ou sublimer cette diversité ethnique en facteur /vecteur de développement ?

L'hypothèse en réponse à ce questionnement identifie le déficit de gouvernance facteur de l'inexistence d'une nation et/ou un Etat développementaliste en tant que cause essentiel du repli identitaire au Cameroun.

Elle inscrit, l'analyse dans une perspective sociopolitique et historique autour de deux articulations : le préalable d'un Etat tribal et ses avatars en tant que contexte et raisons au repli identitaire latent au Cameroun(I) et la construction d'une nation développementaliste comme modalité indispensable pour transmuter le repli identitaire en vecteur du développement harmonieux (II).

---

La tribu réfère à une institution préexistant à l'Etat et privilégiant les liens de parentés comme socle de l'organisation. La tribu est composée de plusieurs familles ayant une ascendance commune. Ainsi, plusieurs clans familiaux vivant sur un même territoire peuvent configurer une tribu, et plusieurs tribus un groupe ethnique. La diversité ethnique ou multiethnicité désigne donc la réalité de plusieurs groupes ethniques.

La notion de challenge est un anglicisme qui traduit une conjecture ou une situation où la difficulté stimule. *Le concept de défi en est synonyme.* Pour sa part, le vivre ensemble traduit littéralement une : « *Forme de cohésion et de solidarité sociales, de tolérance et de civilité reposant sur des liens qui se déploient sur le plan du vécu et du quotidien entre les individus des différents groupes ou catégories de personnes (âge, sexe, ethnie, etc.) d'une société* ». Autrement dit, selon la sociologie du lien social, le vivre ensemble est le fondement de la vie sociale pour laquelle elle constitue la condition de cohésion. Ferdinand Tönnies souligne que, pour l'individu, le vivre ensemble à la fois la nécessité des 'intégrer à la société et le besoin de se sentir libre, car ce dernier ne pouvant vivre épanouit sans les autres.

Voir, Maurice Godelier, « Le concept de tribu », in *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, Maspero, 1977  
Challenge, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/challenge/14488>, c. le 09/09/2019.

<sup>14</sup> Anicet Simo (2019), Op. cit. ; Lucie Baune, Le lien social, ciment du vivre ensemble, 13/09/2009, *Alternatives Economiques* – Mensuel n°244 (Février 2006).

<sup>15</sup> Jean Fonkoué, *Essai de nomenclature des populations et des langues du Cameroun*, Centre d'études africaines, Centre d'analyse et de recherche documentaire pour l'Afrique noire, Paris, 1981, 2 vol.

## I. L'Etat tribal et ses avatars : cadre et raisons du repli identitaire au Cameroun

La définition de l'Etat par les sciences juridique et politique l'appréhende en tant que : « *une unité souveraine formée par des populations vivant sur un territoire défini et reconnu comme une organisation juridique et politique de la société internationale*<sup>16</sup> ».

A partir des éclairages de Mohyiddin Arar, cette définition de l'Etat permet de situer « l'Etat tribal » dans un contexte particulier où le lien anthropologique ou le fait de l'appartenance tribale à une incidence perceptible sur la configuration et la dynamique institutionnelles au sein de l'État<sup>17</sup>. L'Etat tribal est autrement dit, structuré et gouverné autour d'une instrumentalisation du concept de tribu. L'Etat tribal est pour ainsi dire, construit, composé et régulé par/pour les tribus. C'est un Etat piloté par des entrepreneurs politiques demeurant au stade d'élites tribales en lieu et place d'une évolution vers celui d'Hommes d'Etat<sup>18</sup> portées sur les considérations relatives à l'intérêt général.

Cette réalité apparaît dans le parcours de mise en place de l'Etat tribal au Cameroun (a), et la présentations de ses avatars que sont la mauvaise gouvernance et le tribalisme<sup>19</sup> (b).

### a. La formation coloniale de l'Etat du Cameroun

L'histoire générale de l'Afrique révèle que cette dernière est depuis cinq (05) siècles sous la domination occidentale à travers la traite négrière atlantique commencée au 16<sup>ème</sup> siècle et la colonisation qui se déploie sous diverses formes depuis 1830<sup>20</sup>. L'impérialisme occidental

---

<sup>16</sup> Serge Braudo, Définition de l'Etat, <https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/etat.php>, c. le 07/08/2019).

<sup>17</sup> Mohyiddin Arar, Le phénomène tribal et son rôle dans la chute de l'Etat omeyyade : "le conflit entre Qays et Yaman", *Thèse de Doctorat en Histoire*, Université Paris 8, 2004. C. <http://www.theses.fr/2004PA082462>, c. le 21/07/2019.

<sup>18</sup> Ce qualificatif peut avoir un aspect mélioratif, et viser à souligner la capacité de l'homme d'État à s'élever au-dessus des divisions partisans pour rechercher le seul bien commun, ainsi que l'acuité de sa conscience de ses propres responsabilités. Voir, Homme d'Etat,

<http://dictionnaire.sensagent.leparisien.fr/Homme%20d%27%C3%89tat/fr-fr/>

Évoquant le souvenir de Charles de Gaulle, René Rémond explique ainsi à son propos : « *lui aussi a oscillé entre l'aspiration à l'unanimité nationale et l'obligation de devenir le chef d'une fraction contre une autre. Seuls, sans doute, les politiques qui ont l'étoffe d'un homme d'État connaissent ce partage. Au politicien tout est simple, et il ne se pose pas tant de question.* ». René Rémond, 1999, *La politique est-elle intelligible?* Editions complexes, p. 80.

<sup>19</sup> Dans son sens péjoratif de promotion de la supériorité d'un groupe communautaire.

<sup>20</sup> Les historiens parlent de « *Scramble for Africa* », ou littéralement en français « la ruée vers l'Afrique » déclenchée et organisée par la Conférence de Berlin de 1885. Voir, Alcandre, J. (2016). *La Conférence de Berlin 15 novembre 1884 - 26 février 1885. Allemagne d'aujourd'hui*, 217(3), 90-97. doi:10.3917/all.217.0090.

pour des besoins d'expansion a stimulé la colonisation du continent africain<sup>21</sup>. Les éléments motivateurs mis en relief par les historiens sont entre autres, la curiosité scientifique, l'approvisionnement en matière première, la recherche de nouveaux marchés, ou encore l'œuvre d'évangélisation<sup>22</sup>.

La colonisation va, en effet, à son terme (à partir des années 1940), aboutir à l'étatisation du continent africain. Cette étatisation du continent a donné lieu à la constitution d'un ensemble de pays (espace géographique) regroupant des populations issues de découpages territoriaux arbitraires pratiqués par les puissances coloniales sur le principe de leurs intérêts<sup>23</sup>. Il s'en est suivi un processus de mise en place plus ou moins "revendiquée" mais surtout improvisée d'entités étatiques, en lieu et place d'une construction pensée ou élaborée. C'est dire qu'au-delà des migrations des peuples sur le continent, les découpages coloniaux demeurent l'une des raisons pour lesquelles le même groupe humain, souvent, se retrouve de part et d'autres des frontières de plusieurs pays<sup>24</sup>.

Cette constitution arbitraire des Etats africains (au gré des puissances coloniales) donne lieu à une cohabitation "imposée et/ou improvisée" dans la mesure où elle ne relève pas d'une adhésion volontaire ou encore d'une longue élaboration ou maturation adossée à des arrangements/négociations préalables. Ce qui rend difficile et complexe sa gestion sur le long terme comme en témoigne les relents de repli identitaire observés à l'échelle des pays<sup>25</sup>. Cette complexité se traduit dans la gestion du leadership politique (autrement dit, la gouvernance de l'Etat) qui demeure l'un des enjeux et aspects délicats de cette "cohabitation" pluriethnique. La scission récente de la République du Soudan en deux 02 entités (le Soudan et le Soudan du Sud)<sup>26</sup> est une illustration.

L'histoire sociopolitique du Cameroun établit que jusqu'en 1916, les peuples de l'actuel « République du Cameroun » vivaient en dehors de toute considération étatiste sur un

---

<sup>21</sup> Vladimir Ilyich Lenin, *Imperialism, the Highest Stage of Capitalism*, Lenin's *Selected Works*, Progress Publishers, 1963, Moscow, Volume 1, pp. 667–766.

<sup>22</sup> Cheikh Anta Diop, *Civilisation Ou Barbarie: Anthropologie Sans Complaisance*, 1981.

<sup>23</sup> GAZIBO, Mamoudou. *Introduction à la politique africaine*. Nouvelle édition [en ligne]. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2010 (généré le 10 septembre 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pum/6371>>. ISBN : 9782821898097.

<sup>24</sup> Cheikh Anta Diop, op.cit.

<sup>25</sup> Le Biafra au Nigeria, les katanga au Zaïre, le NOSO au Cameroun

<sup>26</sup> Corentin Chauvel, Tout comprendre sur le conflit entre le Soudan et le Soudan du Sud, *Reuters*, <https://www.20minutes.fr/monde/925013-20120427-tout-comprendre-conflit-entre-soudan-soudan-sud>, c. le 11/09/2019.

territoire de 750Km2 dénommé « Kamerun » sur la base d'un Décret allemand de 1900<sup>27</sup>. Le processus d'étatisation de ce territoire est entamé lors de la défaite allemande à la première guerre mondiale. Cette défaite consacre le partage de l'empire impérial allemand<sup>28</sup> par les puissants alliés<sup>29</sup> dans le cadre de la Société Des Nations (SDN)<sup>30</sup>. Le 28 février 1916, le territoire Kamerun est transformé en « un territoire sous-tutelle<sup>31</sup> » de la SDN confiée à la France et la Grande Bretagne (1945-1960)<sup>32</sup>. A l'issue de la deuxième guerre mondiale, la tutelle est transformée en « territoire sous-mandat<sup>33</sup> » de ces mêmes puissances, et l'accession au statut d'Etat indépendant sous l'appellation de « République du Cameroun » est consacrée à partir de 1958 après plusieurs tractations et étapes<sup>34</sup>. Alain Nkoyock<sup>35</sup> écrit à ce sujet : *« L'ancien territoire administré par la France a arraché son indépendance sous l'appellation de République du Cameroun en 1960. En 1961, il a été rejoint par la partie méridionale du territoire sous administration britannique (appelée Southern Cameroon, la*

---

<sup>27</sup> Magloire Ondo, Histoire politique et constitutionnelle du Cameroun, *Séminaire Doctorale* (cours inédit), Janvier 2015.

<sup>28</sup> L'article 119 du Traité de paix de 1919 (ou Traité de Versailles) dispose que : « *l'Allemagne renonce, en faveur des principales puissances alliées et associées, à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer* ». Toutes ses anciennes colonies lui sont donc retirées, à savoir le Cameroun, le Togo, le Tanganyika, le Rwanda-Burundi, le Sud-Ouest Africain. Voir, Lucie EBENE et Al., Les conséquences du conflit, [http://pedagogie.lyceesavioudouala.org/histoire-geographie/app\\_grande-guerre/pages/page\\_5a.htm](http://pedagogie.lyceesavioudouala.org/histoire-geographie/app_grande-guerre/pages/page_5a.htm), c. le 02/09/2019.

<sup>29</sup> Les puissances alliées de la Seconde Guerre mondiale sont le regroupement des pays (les États-Unis, l'Union soviétique et le Royaume-Uni, la France...) qui s'opposèrent formellement aux forces de l'Axe (Italie-Allemagne-Japon) durant la Seconde Guerre mondiale. Voir, Jean-Jacques Salomon, « Les Alliés occidentaux et les universités allemandes, 1945-1949 », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 5 | 2001, mis en ligne le 06 mars 2006, consulté le 11 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/392>

<sup>30</sup> La SDN est une Organisation internationale introduite par le *Traité de Versailles* en juin 1919, lui-même élaboré au cours de la Conférence de paix de Paris (1919), dans le but de conserver la paix en Europe après la première guerre mondiale. Elle comptait initialement une quarantaine de pays. Elle est remplacée en 1945 par l'Organisation des Nations unies (ONU) à l'issue de certain constat d'échec exprimé attestée par le fait même de la seconde guerre mondiale. Voir, Perspective Monde, 20 avril 1946 Fin des activités de la Société des Nations <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=1447>, c. le 11/09/2019.

<sup>31</sup> Un territoire sous-tutelle est dans le cadre du droit international, un territoire non autonome, autrement dit, dont l'administration est confiée à une grande puissance dans le cadre des dispositions de la charte de la SDN ou de l'ONU. Voir, Régime international de tutelle, <https://www.un.org/fr/decolonization/its.shtml>, c. le 11/09/2019.

<sup>32</sup> ~~Le Cameroun sous mandat est confié à la France et la Grande Bretagne respectivement représenté par le Général Charles Dobell et Eymereich. La partie anglaise fait 44 mille mètre carré et celle pour l'Angleterre et le reste pour la France et la division de la partie anglaise en 1958. Voir, Magloire ONDOA, op. cit.~~

<sup>33</sup> Le mandat est un processus en droit international organisant l'administration d'un territoire (le mandaté) par un État (le mandataire) sous le contrôle d'une organisation internationale, en l'occurrence l'ONU. Voir, MANDAT TERRITOIRE SOUS, <https://www.universalis.fr/encyclopedie/territoire-sous-mandat/>, c. le 11/09/2019.

<sup>34</sup> La Loi-cadre Defferre de 1956 modifiant les institutions de l'Union française et le mode électoral en Afrique Occidentale française et Equatoriale française, les interventions des leaders politiques camerounais aux Nations Unies, la période de trouble (ou du Maquis). Voir, Magloire Ondo, op. cit.

<sup>35</sup> Il est chercheur et Analyste politique dans des tribunes internationales.

*partie septentrionale ayant préféré une union avec le Nigeria), pour former la République fédérale du Cameroun* <sup>36</sup>».

Cette brève restitution historique révèle que le processus d'étatisation du Cameroun résulte en une mise ensemble ou une cohabitation de plusieurs groupes humains (Bassa, Beti, Bamiléké, peuples du Nord et Sud-Ouest, Bakweri, Bakoko, etc.) reconfigurée en une deux grands groupes linguistiques et humains (en l'occurrence les francophones et les anglophones) du fait des considérations relatives à la présence coloniale.

Dès son entame, cette cohabitation va poser des challenges de leadership associés à la forme de l'Etat. Les revendications politiques de l'UPC<sup>37</sup>, principal parti politique et l'instauration d'une période du 'maquis' ou guerre civile de 1956 à 1971 en disent long<sup>38</sup>.

### **b. La mauvaise gouvernance <sup>39</sup> : cause du repli identitaire et des crises sociopolitiques au Cameroun**

Des analyses sociopolitiques mettent en exergue la mauvaise gouvernance (corruption, malversation financière, népotisme, tribalisme, etc.) en tant que dénominateur commun des crises ou dysfonctionnements observés au Cameroun<sup>40</sup>. Elles établissent que le nœud gordien de leur résolution et celui de leur possible évitement réside dans la pratique de la bonne gouvernance<sup>41</sup>.

En effet, la mauvaise gouvernance associée au repli identitaire s'exprime dans le fait des malversations financières (corruption et détournement des ressources publiques) au profit

---

<sup>36</sup> Alain Nkoyock, *Crise anglophone au Cameroun : le fédéralisme est-il porteur d'espoir ?* 24 janvier 2017 à 13h55 | Jeune Afrique, <https://www.jeuneafrique.com/396895/politique/crise-anglophone-cameroun-federalisme-porteur-despoir/>, c. le 07/08/2019

<sup>37</sup> L'Union des populations du Cameroun (UPC) est un parti politique camerounais fondé le 10 avril 1948, actif dans le processus d'indépendance du pays. Ecartée du pouvoir une fois l'indépendance acquise en janvier 1960, l'UPC se lance dans une démarche de contestation de la légitimité du régime en place et de la 'substance de l'indépendance octroyée qu'elle qualifie de 'simulacre'. Cette contestation sanglante s'étendra sur douzaine d'année (notamment jusqu'en 1971). Voir, Tièmeni Sigankwé, « Mémoire nationaliste versus mémoire colonialiste », *Socio-anthropologie*, 37 | -1, 123-135.

<sup>38</sup> Tièmeni Sigankwé écrit : « Pendant 15 ans, de 1956 à 1971, le Cameroun sous-tutelle française est le théâtre d'une guerre d'indépendance menée par l'Union des populations du Cameroun (UPC) contre la puissance coloniale ». Voir, Tièmeni Sigankwé, *Ibid.*

<sup>39</sup> Le concept de mal gouvernance ou mauvaise gouvernance est l'opposé de celui de bonne gouvernance qui traduit une gestion efficace des ressources, la lutte contre la corruption, la responsabilisation, la reconnaissance des générations futures, la protection de l'environnement et le développement durable, l'accès à l'information, etc. (Paquet Gilles, *Gouvernance, mode d'emploi*, Montréal, éditions Liber, 2008).

<sup>40</sup> Matom, Serge Espoir (2016). *Les différents nids de tension*, op.cit.

<sup>41</sup> *Ibid.*

d'un micro confort familial et/ou tribal<sup>42</sup>. Elle consiste également pour un décideur public ou privé à ne favoriser que des ressortissants de sa région, département, arrondissement, village ou environnement d'origine<sup>43</sup>.

Cette mauvaise gouvernance et le repli identitaire qui en découle ont entre autres conséquence sociale : une promotion des frustrations individuelles et collectives où les uns (certains ressortissants de certaines tribus, régions et familles) se liguent contre d'autres (des ressortissants des tribus, régions et familles autres que les leurs)<sup>44</sup>. Ces pratiques fragilisent ainsi l'efficacité et le dynamisme socioéconomiques d'une part. D'autre part, elles mettent en péril le vivre ensemble harmonieux sur l'ensemble du territoire dont l'expression la plus visible se traduit dans la cristallisation de la crise dite anglophone et le discours des activistes des réseaux sociaux et exacerbées<sup>45</sup>.

### **Les expressions du repli identitaire au quotidien**

Les facettes, l'amplification et les implications du repli identitaire qui, au Cameroun, s'affiche à travers le tribalisme, sont de nature à fragiliser le vivre ensemble, le développement harmonieux et la réputation du pays. Elles sont de plus en plus perceptibles et lisibles dans les comportements et les formes d'expression citoyennes au quotidien<sup>46</sup>.

Les manifestations du repli identitaires sont sensibles dans des discours sur la sphère publique comme privée par différentes personnes (hauts cadres administratifs tout comme le citoyen ordinaire).

Dans le cadre des partis politiques, trois indicateurs rendent compte du repli identitaire, notamment : l'ancrage tribal du parti, son discours démagogique et ses pratiques managériales<sup>47</sup>.

Il peut être relevé qu'en dépit du fait qu'il soit concédé à tout parti politique d'avoir un fief ou ancrage local, la majorité des plus de 300 partis politiques que compte le Cameroun

---

<sup>42</sup> NDOUMBE Nathan (13 Avr 2019), Cameroun – Fonds Publics: 6000 milliards de FCFA détournés en 7 ans, <https://actucameroun.com/2019/04/13/cameroun-fonds-publics-6000-milliards-de-fcfa-detournes-en-7-ans/> , c.le 13/09/2019.

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> C'est en substance, le discours de plusieurs activistes politiques des réseaux sociaux. Voir, SIMO, op. cit.

<sup>45</sup> Anicet Simo (2019), Montée du tribalisme, op. cit.

<sup>46</sup> Des formes d'expression du type : tu es d'où ; ou un rappel spontané de sa région d'origine en disent long.

<sup>47</sup> Lassaad Ben Ahmed (2019), Cameroun : Paul Biya soutenu par des députés de sa région natale, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-paul-biya-soutenu-par-des-d%C3%A9put%C3%A9s-de-sa-r%C3%A9gion-natale-/1527625>, c. le 30 juin 2019.

conserve un ancrage plus tribale que locale et encore moins national<sup>48</sup>. Cette observation est mise en exergue par l'attitude des Députés au niveau du parlement<sup>49</sup>. Dans leur majorité, ces élus de la nation continuent de ramer à contre courant du mandat représentatif<sup>50</sup> qui leur est concédé. Censés représenter l'ensemble du peuple, la majorité des députés camerounais continuent de n'agir qu'à l'échelle locale de leur village, et/ou régionale de leurs circonscriptions d'origine sur des questions pourtant sensibles pour l'intérêt général (l'intégrité territoriale, le vivre ensemble ou unité nationale). Cette observation est attestée par la pratique des motions de soutien formulées par des députés ressortissant de certaines régions à l'action du Président *intuitu personae* et non *Es* qualité de Chef de l'Etat<sup>51</sup>.

Ce repli identitaire est cependant également présent dans la sphère de l'entrepreneuriat à travers la configuration sociologique du personnel de beaucoup d'acteurs de ce secteur d'activités<sup>52</sup>.

Les considérations sus décrites rendent utile de proposer une démarche visant limiter le tribalisme dans la sphère sociopolitique tout en favorisant le vivre ensemble au Cameroun.

## **II. La construction d'une nation développementaliste comme vecteur du développement harmonieux**

Le concept d'Etat développementaliste dérive de l'expression anglaise « *Developmental State* » et a pour autre synonyme « *Etat-promoteur ou Etat-developpeur* »<sup>53</sup>. Il s'agit d'un idéal étatique issu des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est à partir des années 1970 se caractérisant par une configuration institutionnelle centrée sur le secteur économique en tant que levier du développement<sup>54</sup>. Mbangue Nkomba le décrit comme un modèle étatique où les priorités des décideurs publics sont résolument orientées à l'objectif de croissance

---

<sup>48</sup> Les partis sont pour ainsi dire créés en dehors de toute idéologie scientifique (droite/gauche, socialiste, libéral) et n'attirent donc que des frères du même village à travers des discours démagogiques faits de promesses (*ex nihilo*) et des pratiques managériales suivant lesquelles les postes clés sont attribués aux frères et sœurs du même village

<sup>49</sup> Lassaad Ben, Op. cit.

<sup>50</sup> Le mandat représentatif fait de l'élu le représentant de la nation tout entière ; et pas seulement ses électeurs tel que c'est le prescrit le l'hypothèse du mandat impératif. L'article 2 al 1<sup>er</sup> et 2 de la constitution camerounaise énonce que : « *La souveraineté nationale appartient au peuple camerounais qui l'exerce soit par l'intermédiaire du Président de la République et des membres du Parlement, soit par voie de référendum. Aucune fraction du peuple ni aucun individu ne peut s'en attribuer l'exercice* ».

<sup>51</sup> Lassaad Ben Ahmed, Op. cit.

<sup>52</sup> Observation issue de nos travaux empiriques.

<sup>53</sup> Projet BaSES, Apprentissage des notions de base en sciences économiques et sociales, <https://wp.unil.ch/bases/2013/07/letat-developpementiste/>, c. le 05/09/2019.

<sup>54</sup> Johnson, C. (1982). *Miti and the Japanese Miracle: The Growth of Industrial Policy: 1925-1975*. Palo Alto: Stanford University Press.

économique à partir de deux éléments essentiels, notamment, la dimension idéale et l'alignement institutionnel qui rendent compte de sa matérialité<sup>55</sup>. Selon Ernest Renan, une nation est « le désir de vivre ensemble (...) *la possession en commun d'un riche legs de souvenirs* » et « *la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis*<sup>56</sup> ». *C'est en cela qu'il considère la nation comme le cadre idéal de concrétisation du vivre ensemble.*

La nation développementaliste devient par extrapolation, une configuration de micro nationalités, de micro identités ethniques, tribales et/ou culturelles qui met en exergue la gouvernance pour le développement (ou bien-être socioéconomique des populations) sur les plans politique et administratif et économique. La nation-développementaliste est dès lors assimilable à l'Etat-Nation pour décrire la réalité d'un Etat qui célèbre la tribalité et non le tribalisme<sup>57</sup> et qui pratique « la bonne gouvernance et la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) synthétisé dans le concept de 'gouvernance pour le développement'<sup>58</sup>.

### **Le Cameroun, une nation développementaliste : du rêve à la réalité**

De la définition de la nation développementaliste proposée il se dégage deux (02) considérations : la systématisation de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et la participation citoyenne à la conception et au suivi-évaluation de l'action publique

La systématisation de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) se traduit par la promotion de trois principes essentiels de management : l'atteinte de résultats pour le citoyen ; la responsabilisation des acteurs concernés ; la transparence et l'imputabilité dans la gestion publique<sup>59</sup>.

Les spécialistes la présente en tant que : « ***une approche de gestion qui prend en considération les attentes exprimées par les citoyens en fonction des ressources disponibles***

---

<sup>55</sup>Mbangue Nkomba Y.P et Mandeng Nyobe J.F, « L'État développementaliste au Cameroun. Jeux et enjeux de la double variation dans l'assistance financière internationale », Note d'analyses sociopolitiques, N° 08, 04 mars 2019, CARPADD, Montréal, p.3

<sup>56</sup> RENAN, Ernest (1823-1892) : *Qu'est-ce qu'une nation ?*, 1882.

<sup>57</sup> Le Sociologue Camerounais Claude Abbé, Op. cit.

<sup>58</sup> Il s'agit d'un concept élaboré par des chercheurs de l'Agence Française de Développement tel que présenté dans la suite de notre analyse.

<sup>59</sup> Guide sur la GESTION AXEE SUR LES RESULTATS, [https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/publications/cadre\\_gestion/GuideGestionAxeResultat.pdf](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/publications/cadre_gestion/GuideGestionAxeResultat.pdf)

*et vise l'atteinte de résultats en fonction d'objectifs préalablement établis*<sup>60</sup> ». Il s'agit d'une approche permettant de prendre des décisions éclairées tout en tenant compte du citoyen sous tous ses aspects<sup>61</sup>.

Il s'agit d'une approche de gestion de l'action publique promue par les partisans du New Public Management (NPM)<sup>62</sup> auquel adhère la Banque Mondiale depuis les années quatre-vingt-dix<sup>63</sup>.

Elle pourrait se résumer dans le contexte camerounaise d'édification d'une nation développementaliste en la promotion de l'efficacité, la compétence des acteurs sociaux ; et plus généralement celle de la performance<sup>64</sup> des politiques publiques.

Le Cameroun pourrait à cet effet s'inspirer d'un exemple africain : le Rwanda dans une démarche d'une adaptation ou benchmarking<sup>65</sup>.

La République du Rwanda, après le génocide de 1994 a systématisé la pratique de la bonne gouvernance en la fondant sur le patriotisme, la promotion de la compétence et l'évaluation de l'action publique. Ce qui lui a permis de limiter le phénomène de repli identitaire d'une part, et, d'autre part, de relancer et booster ses performances socioéconomiques<sup>66</sup>. D'après les conclusions de la Banque Mondiale sur le Rwanda, ses données socioéconomiques le place au **7ème rang mondial en matière de bonne gouvernance**<sup>67</sup> » et « **le premier pays au monde où la qualité et la densité des réformes constituent des accélérateurs de croissance et de**

---

<sup>60</sup> SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, Glossaire des termes usuels en mesure de performance et en évaluation, Québec, gouvernement du Québec, 2013, p. 11., cité par Guide sur la GESTION AXÉE SUR LES RESULTATS, Ibid.

<sup>61</sup> Ibid.

<sup>62</sup> Le New Public Management L'idée principale du NPM est que le secteur public, organisé selon les principes de la bureaucratie wébérienne, est inefficace, et qu'il est souhaitable de transposer dans le secteur public les méthodes de gestion du secteur privé. À la rigidité d'une administration bureaucratique centralisée, focalisée sur son propre développement, le NPM oppose un secteur public reposant sur les trois E « Économie, Efficacité, Efficience », capables de répondre à moindre coût aux attentes des citoyens, désormais devenus des clients (Amar et Berthier, 2007). Voir, Van Haepereen, Béatrice. « Que sont les principes du New Public Management devenus ? Le cas de l'administration régionale wallonne », *Reflets et perspectives de la vie économique*, vol. tome li, no. 2, 2012, pp. 83-99.

<sup>63</sup> Rachid, Youssef et Lahmouchi, Mohamed (2019/07/09), LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE : OU EN EST LE MAROC ? ER -

<sup>64</sup> La performance au sens d'efficacité associé à l'efficience.

<sup>65</sup> Le benchmarking fait référence à processus continu de recherche, d'analyse comparative, d'adaptation et d'implantation des meilleures pratiques pour améliorer la performance dans une organisation ou une institution. C'est une démarche analytique consiste à se comparer pour s'améliorer. Le benchmarking, CAMP Robert, Editions d'organisation, Paris, 1995. Consulté sur <http://www.qualiteperformance.org/comprendre-la-qualite/outils-d-evaluation-le-benchmarking>

<sup>66</sup> Nicaise, Guillaume (2013). *La bonne gouvernance au Rwanda-analyse du processus d'implantation*, p.3

<sup>67</sup> Ibid.

*développement avec un taux de croissance moyen de 8% ainsi que la place mondiale en matière de progrès du développement humain*<sup>68</sup> ».

Ceci étant, la promotion de la participation citoyenne à la gestion de l'action publique pour l'édification d'une nation développementaliste est essentielle. Elle relève ainsi d'une application de l'un des principes de la Gestion Axés sur les Résultats telle que sus-décrite<sup>69</sup>.

Cette démarche aiderait à consolider la démocratie, la bonne gouvernance et le vivre ensemble harmonieux. Elle consiste en la mise en place et la dynamisation de cadres de concertation et de suivi-évaluation de l'action gouvernementale inclusif allant au-delà des seuls contrôles parlementaires de l'action gouvernementale, ou encore des processus d'évaluations spontanés de quelles actions spécifiques.

La participation effective des citoyens dans la détermination des priorités et moyens de l'action gouvernementale devrait être renforcée par des mécanismes consultatifs élaborés, simplifiés et inclusifs. Il pourrait par exemple s'agir des mécanismes tels que des : fora consultatifs, conférences-débats, publications de rapport de suivi-exécution, suivi-évaluation de l'application des mesures prédéterminées, des sanctions et autres rapports d'audits, etc.

Les enseignements de l'expérience rwandaise de l'institutionnalisation des « **Imihigo** » paraissent édifiants pour l'hypothèse spécifique de redevabilité des autorités décentralisées du Cameroun.

Institutionnalisée dans la gouvernance locale en 2006, l'Imihigo est une modernisation des pratiques culturelles rwandaises de contrôle et d'évaluation des initiatives de développement des représentants locaux<sup>70</sup>. Cette pratique dérive d'un usage culturel rwandais précolonial consistant pour les chefs et guerriers à s'engager publiquement à atteindre des buts spécifiques, sous peine d'humiliation publique s'ils échouaient<sup>71</sup>.

Appliquée à la décentralisation, les analystes notent que cette pratique de bonne gouvernance, augmente la redevabilité des élus locaux à la fois envers le gouvernement central (contrôle descendant) et la société civile (responsabilité ascendante)<sup>72</sup>.

---

<sup>68</sup> Kouamé, Amandine (2018). BONNE GOUVERNANCE : Le Rwanda Occupe le 7ème Rang Mondial – Ministre Gouverneur Mambé, <https://www.rwanda-podium.org/index.php/actualites/politique/4337-bonne-gouvernance-le-rwanda-occupe-le-7eme-rang-mondial-ministre-gouverneur-mambe>, c. le 15 juillet 2019.

<sup>69</sup> Guide sur la GESTION AXEE SUR LES RESULTATS, op. cit.

<sup>70</sup> NICAISE, G. (2013), LA BONNE GOUVERNANCE AU RWANDA - ANALYSE DU PROCESSUS D'IMPLANTATION -, Projet de recherche, L'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2013, p.3

<sup>71</sup> Ibid.

<sup>72</sup> Ibid.

Son benchmarking pour le Cameroun, servirait à ouvrir des sessions du Conseil Communal aux citoyens (électeurs et résidents sur le territoire communal) en leur accordant un droit de regard et de suggestions sur les mesures de développement local pertinentes et opportunités.

Les citoyens devraient se sentir davantage considérés et impliqués dans les activités ou l'exercice d'un mandat exécutif communal (et notamment la gestion des affaires qui les concernent), en lieu et place d'une intervention/implication spontanée, limitée en amont de ce mandat (notamment au seul moment du suffrage).

Ainsi, il conviendrait pour les autorités camerounaises de travailler dans le sens de promouvoir et concrétiser les concepts de : « l'unité dans la diversité » et « la diversité au service du développement » respectivement inscrits dans le préambule et l'article 2 alinéa 2 de la loi constitutionnelle du 18 janvier 1996.

Cette concrétisation consisterait à assoir et à systématiser la démocratie et la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) en vue d'un développement harmonieux et durable du pays. Elle induirait une rénovation des savoir-être, savoir-faire et faire-savoir tant de la part des gouvernants que des citoyens.

Cette manière de penser, d'agir ou de faire autrement serait, entre autres, que :

- Chaque citoyen, à quelque niveau de la société, développe et renforce son sens du patriotisme au-delà de toute appartenance ethnique, tribale ou religieuse, et/ou de tout autre calcul égoïste/égocentrique.
- Chaque Manager ou Chef d'entreprise publique comme privée s'approprie, pratique et améliore les considérations et concepts d'équilibre régional et de patriotisme en même temps que ceux de compétence, d'efficacité et de responsabilités sociale et sociétale en regard de la viabilité socioéconomique et culturelle de sa structure sur le long terme.
- Chaque parti politique travaille à assoir sa légitimité à l'échelle nationale et non plus seulement au niveau local comme souvent observé. Il devra aussi veiller à la formation-information de ses militants, ainsi qu'à la professionnalisation de ses personnes ressources et son discours politique plutôt qu'à la promotion d'une démagogie débridée et risquée pour le vivre ensemble tel que sus relevé.

## **Conclusion**

Cette contribution portait sur l'examen du challenge du vivre ensemble dans le contexte multiethnique ou pluriculturelle particulier qu'est le Cameroun, pays de 250 groupes ethniques autour de la problématique et les enjeux pour un développement harmonieux.

De cet examen, les observations suivantes en ont découlé :

Au Cameroun, la survivance du repli identitaire découle relègue, d'une configuration sociohistorique adossée à un déficit de bonne gouvernance de l'Etat dont le découpage, la construction et la consolidation restent pour l'essentiel un héritage colonial et néocolonial<sup>73</sup>.

Ceci étant, une systématisation des préceptes de bonne gouvernance pour réunir les citoyens au sein d'une idéologie patriotique s'avère indispensable pour le limiter. Pour se faire une capitalisation des enseignements issus d'un benchmarking approfondi des expériences du Rwanda (référence africaine) ou encore du Canada (puissance mondiale) bâtis autour des systèmes socioculturels et linguistiques (francophone et anglo-saxon) proches de contexte camerounais s'avère pertinente et opportune. Les résultats de cette démarche servirait à davantage édifier la gestion et la consolidation du vivre ensemble au Cameroun, pays de plus de 250 groupes ethniques.

## **Bibilogrpahie**

Achancho, V. (2013), Revue et analyse des stratégies nationales d'investissements et des politiques agricoles en Afrique du Centre : Cas du Cameroun, Dans : Reconstruire le potentiel alimentaire de l'Afrique de l'Ouest, A. Elbehri (ed.), FAO/FIDA.

AFD, Document de travail n° 58 - La « bonne gouvernance » est-elle une bonne stratégie de développement ?, Janvier 2008, pp.41-42.

Alcandre, J. (2016). La Conférence de Berlin 15 novembre 1884 - 26 février 1885. *Allemagne d'aujourd'hui*, 217(3), 90-97. doi:10.3917/all.217.0090.

Andeme, Sandra (2019), Pétition pour que Paul Biya soit déclaré persona non grata à Genève et en Suisse : Déjà 11.775 signatures, <http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-38092.html>, c. le 30 juillet 2019.

Andzongo, Sylvain (2011), Les ministres camerounais n'auraient pas la culture de la démission, <https://www.stopblablacam.com/economie-et-politique/0912-268-les-ministres-camerounais-nauraient-pas-la-culture-de-la-demission>

---

<sup>73</sup> YACINE-TOURÉ, Ben (1983). *Chapitre VI. L'indépendance : du mythe à la réalité* In : *Afrique : l'épreuve de l'indépendance* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 1983 (généré le 16 septembre 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheid/4343>>. ISBN : 9782940549450. DOI : 10.4000/books.iheid.4343.

Banque Mondiale (2019), Cameroun - Vue d'ensemble, <https://www.banquemondiale.org/fr/country/cameroon/overview>, c. le 29 juillet 2019.

Banque Mondiale 2019, Perspectives économiques en Afrique (PEA) 2019, <https://www.afdb.org/fr/pays-afrique-de-louest-cote-divoire/perspectives-economiques-en-cote-divoire>

Baune, Lucie (2006), Le lien social, ciment du vivre ensemble, 13/09/2009, *Alternatives Economiques* – Mensuel n°244 (Février 2006)

Braudo, Serge, Définition de l'Etat, <https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/etat.php>, c. le 07/08/2019.

Benjamin, J. (1971). Le fédéralisme camerounais: L'influence des structures fédérales sur l'activité économique ouest-camerounaise. *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne Des Études Africaines*,5(3), 281-306. doi:10.2307/484177

BINELI, Stanislas (2011), La décentralisation au Cameroun, Alternatives Durables, <http://www.alternativesdurables.org/informations/la-decentralisation-au-cameroun> , c. le 02/09/2019.

Boussaguet, L., et al, dir. (2004),Dictionnaire des Politiques Publiques, Paris, Presses de Sciences Po.

BOVIN, Mette, RELATIONS INTERETHNIQUES AU BORN0 (NIGERIA ET NIGER) ': CULTURE MATERIELLE ET DICHOTOMIE HOMME/FEMME, Université de Copenhague, pp.103-120.

*Cahiers économiques du Cameroun*, Janvier 2011 | Numéro 1 /Page 3.

Cameroun : le ministre Jean de Dieu Momo recadré par Israël après des propos "antisémites" (2019), [https://fr.africanews.com/2019/02/04/cameroun-le-ministre-jean-de-dieu-momo-recadre-par-israel-apres-des-propos//](https://fr.africanews.com/2019/02/04/cameroun-le-ministre-jean-de-dieu-momo-recadre-par-israel-apres-des-propos/) , c. le 10 juillet 2019.

Cheikh Anta Diop, Civilisation ou Barbarie, Présence Africaine, Paris, 1981

*Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*, 2005, <http://uis.unesco.org/fr/glossary-term/diversite-culturelle>, c. le 05/08/2019.

Corentin Chauvel, Tout comprendre sur le conflit entre le Soudan et le Soudan du Sud, *Reuters*,<https://www.20minutes.fr/monde/925013-20120427-tout-comprendre-conflit-entre-soudan-soudan-sud>

Décentralisation : Une gouvernance stratégique et opérationnelle des CTD au Cameroun, <https://www.mediaterre.org/afrique-centrale/actu,20180301153401.html>

Décret n° 72-270 du 2 juin 1972 portant promulgation de la Constitution de la République unie du Cameroun.

Dieudonné Mbarga (2019), Le référentiel des politiques agricoles au Cameroun et sa construction sociale et institutionnelle de 2006 à 2015 : une analyse constructiviste et institutionnaliste de politique publique, *Thèse de Doctorat PhD* (en cours de rédaction), Université de Yaoundé 2.

EBENE, L., et Al., Les conséquences du conflit, [http://pedagogie.lyceesavioudouala.org/histoire-geographie/app\\_grande-guerre/pages/page\\_5a.htm](http://pedagogie.lyceesavioudouala.org/histoire-geographie/app_grande-guerre/pages/page_5a.htm) .

Fonkoué, Jean (1981), *Essai de nomenclature des populations et des langues du Cameroun*, Centre d'études africaines, Centre d'analyse et de recherche documentaire pour l'Afrique noire, Paris, 1981, 2 vol.

Foute, Franck (2019), Présidentielle au Cameroun : l'examen des recours de l'opposition a démarré, *JeuneAfrique*, 16 octobre 2018, <https://www.jeuneafrique.com/646985/politique/presidentielle-au-cameroun-lexamen-des-recours-de-lopposition-a-demarre/>

Godelier, Maurice (1977), « Le concept de tribu », in *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*, Maspero.

Grip, (2015). La Commission Dialogue Vérité et Réconciliation en Côte d'Ivoire : la réconciliation n'a pas eu lieu, <https://www.grip.org/fr/node/1769>, c. le 30 juillet 2019.

Guide sur la GESTION AXEE SUR LES RESULTATS, [https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/publications/cadre\\_gestion/GuideGestionAxeResultat.pdf](https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/publications/cadre_gestion/GuideGestionAxeResultat.pdf)

[Heungoup](#), Hans De Marie (2017), Cameroun : le risque d'embrasement de la crise anglophone inquiète les francophones, | 08 septembre 2017 à 17h09 |, Jeune Afrique

Histoire du Cameroun, <https://cm.ambafrance.org/Histoire-du-Cameroun>.

Igor Cherstich (2015), Divisions tribales : cause ou effet ? L'impossibilité de la Libye de devenir une nation ne vient pas du tribalisme, mais celui-ci se renforce parce que l'État est totalement absent, *AFKAR/IDEES*, automne 2015

IRIS (2015), Analyse Prospective CÔTE D'IVOIRE 2020, Une période décisive. (OBSERVATOIRE DE LA PROSPECTIVE HUMANITAIRE), *Novembre 2015*, [www.iris-france.org](http://www.iris-france.org). c. le 30 juillet 2019.

Johnson, C. (1982). *Miti and the Japanese Miracle: The Growth of Industrial Policy: 1925-1975*. Palo Alto: Stanford University Press.

Journal du Cameroun, (2019), Crise-sociopolitique-au-cameroun-la-solution-ne-pourra-etre-trouvee-qua-travers-le-dialogue-union-europeenne, <https://www.journalducameroun.com>, c. le 28 juillet 2019.

Kenné, Yannick (2016), CAMEROUN :: Alternance politique : Joseph Owona favorable à une rotation régionale du pouvoir, *La Nouvelle Expression*, mardi 26 janvier 2016,

<http://www.camer.be/49047/2:6/cameroun-alternance-politique-joseph-owona-favorable-a-une-rotation-regionale-du-pouvoir-cameroon.html>,

Kouamé, Amandin (2018). BONNE GOUVERNANCE : Le Rwanda Occupe le 7ème Rang Mondial – Ministre Gouverneur Mambé, <https://www.rwanda-podium.org/index.php/actualites/politique/4337-bonne-gouvernance-le-rwanda-occupe-le-7eme-rang-mondial-ministre-gouverneur-mambe>, c. le 15 juillet 2019.

*La crise au Cameroun anglophone : un mal profond aux racines lointaines* [archive], sur, 10 avril 2017, [www.terangaweb.com](http://www.terangaweb.com), c. consulté le 12 juillet 2019

Lassaad Ben Ahmed (2019), Cameroun : Paul Biya soutenu par des députés de sa région natale, <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-paul-biya-soutenu-par-des-d%C3%A9put%C3%A9s-de-sa-r%C3%A9gion-natale-/1527625>, c. le 30 juin 2019.

Lombard, Jacques (1969). Tribalisme et intégration nationale en Afrique noire [article], *L'Homme et la société*. (Sociologie et tiers-monde), : 69-86

Mandela Center (2017). Cameroun, Dérapage médiatique sur "Vision 4": Le Communiqué du 27 juillet 2017, <http://www.camer.be/61713/1%3A11/cameroun-derapage-mediatique-sur-34vision-434-le-communique-de-mandela-center-cameroon.html>, c. le 23 juin 2019.

Mankou, Brice Arsène (2017). « Le tribalisme, », *Le Portique* [En ligne], 5-2007 | Recherches, mis en ligne le 14 décembre 2007, URL : <http://journals.openedition.org/leportique/1404>, c. le 29 juillet 2019.

Martinez-Gros, Gabriel (Janvier 2012), L'État et ses tribus, ou le devenir tribal du monde: Réflexions à partir d'Ibn Khaldoun, *Esprit* No. 381 (1) pp. 25-42, Published by: Editions Esprit, <https://www.jstor.org/stable/24272504>

Matom, Serge Espoir (2016). Les différents nids de tension: conséquences de la mauvaise gouvernance au Cameroun, <http://camer.be/56265/6:1/les-differents-nids-de-tension-consequences-de-la-mauvaise-gouvernance-au-cameroun-cameroon.html>, c. le 21 juin 2019.

Mbangue Nkomba Y.P et Mandeng Nyobe J.F, « L'État développementaliste au Cameroun. Jeux et enjeux de la double variation dans l'assistance financier internationale », *Note d'analyses sociopolitiques*, N° 08, 04 mars 2019, CARPADD, Montréal.

Mohyiddin Arar (2004), Le phénomène tribal et son rôle dans la chute de l'Etat omeyyade : "le conflit entre Qays et Yaman", *Thèse de Doctorat en Histoire*, Université Paris 8, 2004. C. <http://www.theses.fr/2004PA082462>

Montée du tribalisme: «le Cameroun est aujourd'hui au bord de la guerre civile» (2019), <https://fr.sputniknews.com/international/201902071039942327-montee-tribalisme-cameroun-guerre-civile/>, c. le 07 juillet 2019.

Mouiche, Ibrahim (2011), Les minorités ethniques et les défis de la représentation politique au Cameroun, codesria, Netherlands Institute for Advanced Study in the Humanities and Social Sciences.

Murat, Marianne, Abstention ou vote sanction, quels Français privilégient quelle option ?, <https://www.atlantico.fr/decryptage/1000513/abstention-ou-vote-sanction-quels-francais-privilegient-quelle-option--jerome-sainte-marie>

Ndatewou, Florentin (2019). Sud-Ouest/Nord-Ouest : Les propositions de sortie de crise du Mrc :: CAMEROON, <https://www.camer.be/74932/6:1/cameroun-sud-ouestnord-ouest-les-propositions-de-sortie-de-crise-du-mrc-cameroon.html>, c. le 30 juin 2019.

NDOUMBE Nathan (13 Avr 2019), Cameroun – Fonds Publics: 6000 milliards de FCFA détournés en 7 ans, <https://actucameroun.com/2019/04/13/cameroun-fonds-publics-6000-milliards-de-fcfa-detournes-en-7-ans/>.

Nicaise, Guillaume (2013). *La bonne gouvernance au Rwanda-analyse du processus d'implantation*. (Présentation du projet de Recherche). [http://www.guillaumenicaise.com/Projet\\_de\\_recherche\\_rwanda.pdf](http://www.guillaumenicaise.com/Projet_de_recherche_rwanda.pdf), c. le 30 juillet 2019.

**Nkoyock, Alain, Crise anglophone au Cameroun : le fédéralisme est-il porteur d'espoir ?**  
**24 janvier 2017 à 13h55 | Jeune Afrique,**  
<https://www.jeuneafrique.com/396895/politique/crise-anglophone-cameroun-federalisme-porteur-despoir/>

Non au Hold-Up Electoral au Cameroun (2018), <https://www.change.org/p/union-africaine-non-au-hold-up-electoral-au-cameroun>.

Nonos, Frederick (2018). Cameroun-Montée du discours tribal dans les medias ! le Journaliste Xavier Messe tire la sonnette d'arme, Cameroon-info.net

Ondoa, Magloire (2015), Histoire politique et constitutionnelle du Cameroun, *Séminaire Doctorale* (cours inédit), Janvier 2015.

Owona, Joseph, *Systèmes politiques précoloniaux au Cameroun*, Edition L'Harmattan, 2015, p.114

Pahai, Odile (2019). Cameroun : Indignation du gouvernement face au désordre d'une certaine diaspora à Genève, <https://fr.blastingnews.com/international/2019/07/cameroun-indignation-du-gouvernement-face-au-desordre-dune-certaine-diaspora-a-geneve-002939835.html>

Pétition · Non au Hold-Up Electoral au Cameroun,<https://www.change.org/p/union-africaine-non-au-hold-up-electoral-au-cameroun>

Projet BaSES, Apprentissage des notions de base en sciences économiques et sociales, <https://wp.unil.ch/bases/2013/07/letat-developpementiste/>

Rachid, Youssef et Lahmouchi, Mohamed (2019/07/09), LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE : OU EN EST LE MAROC ? ER

République du Cameroun, Décret n°82-407 du 07septembre 1982 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°75-496 du 03 juillet 1975 fixant le régime général des concours administratifs.

République du Cameroun, Loi constitutionnelle du 02 juin 1972 est ces modifications subséquentes

Salomon, Jean-Jacques (2001), « Les Alliés occidentaux et les universités allemandes, 1945-1949 », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 5 | 2001, mis en ligne le 06 mars 2006. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/392>

Savard, Jean-François, FÉDÉRALISME ET FÉDÉRATION, *Le dictionnaire encyclopédique de l'administration publique*, p.2, [www.dictionnaire.enap.ca](http://www.dictionnaire.enap.ca)

Sri Mulyani Indrawati (2016). La bonne gouvernance est à la base de la lutte contre la pauvreté et la corruption. (Banque Mondiale), <https://blogs.worldbank.org/fr/voices/la-bonne-gouvernance-contre-la-pauvrete-et-la-corruption>, c. le 30 juillet 2019.

Theatrum-Belli (2016), *Qu'est que vivre ensemble ?* <https://theatrum-belli.com/quest-que-vivre-ensemble/>, c. le 22/07/2019.

Tièmeni Sigankwé, « Mémoire nationaliste versus mémoire colonialiste », *Socio-anthropologie*, 37 | -1, 123-135.

Touna Mama, L'Economie camerounaise pour un nouveau départ, Afrédit.

Tylor, E. in Seymour-Smith, C. (1986) *Macmillan Dictionary of Anthropology*. The Macmillan Press LTD.

Van Haepere, Béatrice (2012), « Que sont les principes du New Public Management devenus ? Le cas de l'administration régionale wallonne », *Reflets et perspectives de la vie économique*, vol. tome li, no. 2, 2012, pp. 83-99.

YACINE-TOURÉ, Ben. *Chapitre VI. L'indépendance : du mythe à la réalité* In : *Afrique : l'épreuve de l'indépendance* [en ligne]. Genève : Graduate Institute Publications, 1983 (généré le 16 septembre 2019). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/iheid/4343>. ISBN : 9782940549450. DOI : 10.4000/books.iheid.4343.

Yamb, Thierry Christophe (2017) Pr Claude Abé : «Au Cameroun, le tribalisme dans la religion est une reproduction du champ politique» :: CAMEROON, *Repères : Interview* Menée jeudi 10 août 2017, <http://www.camer.be/61991/30:27/pr-claude-abe-au-cameroun-le-tribalisme-dans-la-religion-est-une-reproduction-du-champ-politique-cameroon.html> , c. le 05/09/2019.

Yves Person, L'État-Nation et l'Afrique [article], *Outre-Mers. Revue d'histoire*, Année 1981 (Etat et société en Afrique Noire), pp. 274-282

Zerbo, Yacouba. « La problématique de l'unité africaine. (1958-1963) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, vol. 212, no. 4, 2003, pp. 113-127.

